

SNCF, gagner la bataille de l'opinion

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

SEPT PROPOSITIONS DE LOI COMMUNISTES POUR CHANGER VRAIMENT, MAINTENANT



Sénateurs et députés communistes défendent cette semaine sept propositions de loi

Au Sénat le 7 mars :

- Proposition de loi du groupe CRCE, adoptée par l'Assemblée nationale à l'initiative d'André Chassaigne, visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles
- Proposition de résolution du groupe CRCE pour une Conférence des parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales

À l'Assemblée nationale, le 8 mars, en séance publique :

- Proposition de loi visant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes

- Proposition de loi en faveur de la reconnaissance des aidants familiaux
- Proposition de loi en faveur de la gratuité des transports scolaires
- Proposition de loi créant une liste française des paradis fiscaux
- Proposition de loi de lutte contre les marchands de sommeil

Rendez-vous sur les réseaux sociaux pour suivre les débats et l'émission l'Actu' en direct de l'Assemblée nationale.

SERVEZ-VOUS

3^{es} états généraux
de la Révolution numérique
9 et 10 mars - Paris
2, place du Colonel-Fabien



États généraux du numérique
REPRENONS LE POUVOIR !
9 et 10 mars 2018 - ETEN2018.FR
PCF

SNCF

Mercredi 7 mars
à 14 h à l'Assemblée nationale, les député.e.s du groupe GDR et les sénateurs.trices du groupe CRCE invitent la CGT cheminots à présenter son contre-projet SNCF.

Médias

Présentation des 7 propositions de loi, le 7 mars, sur le site du PCF, qui diffusera en direct, de 16 h 30 à 17 h 30, une émission spéciale, l'Actu', sur les réseaux sociaux, le Facebook du PCF et celui des différents groupes.



Grande-Synthe (Nord)



Après avoir débattu, à l'invitation du maire de Grande-Synthe, à un colloque sur l'accueil des migrant-e-s et des réfugié-e-s devant plus de 900 personnes, Pierre Laurent, comme il en a pris l'habitude dans ses déplacements, a pris le temps d'écouter et d'échanger avec les communistes du Dunkerquois. Dans une ambiance conviviale, mais dans un vrai échange sur les enjeux du congrès, sur le site nationbulder, le PS, FI, Générations, les migrants, les luttes des Ehpad, Carrefour, la marche du 9 juin, les cheminots, l'écologie, le froid, le mixe énergétique, l'avenir du port, l'organisation communiste, tout y passe. Pierre prend des notes, répond, questionne aussi. À l'issue de la rencontre, il a reçu une délégation de l'intersyndicale cheminots du Dunkerquois. Il leur annonce l'invitation des parlementaires communistes pour recevoir Laurent Brun et faire connaître le contre-projet SNCF de la CGT, et une bilatérale entre le PCF et la CGT cheminots pour examiner les modalités de la solidarité concrète avec les cheminots. ✪

Fontaine (Isère) États généraux. Stop à l'austérité !

Dans le prolongement des états généraux du progrès social organisés nationalement par le PCF, les communistes de l'Isère, avec l'appui de la section de Fontaine, tenaient une réunion sur les budgets publics, avec la présence de Fabien Roussel, député du Nord, qui porte le projet de budget alternatif des députés communistes. La salle s'est trouvée exiguë face à l'affluence !

Il y avait aussi à la tribune, Sylvette Rochas, présidente du groupe communiste au département, Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère, Nicole Grelet, animatrice du collectif protection sociale de la fédération de l'Isère. Débat mené par Annie David, secrétaire départementale. L'adjoint aux finances de la ville de Fontaine, Richard Varonakis, non communiste comme il le précisa, a dans son mot d'accueil fait un vibrant plaidoyer pour les communes, mises en grand danger par les réformes territoriales.

Budget de l'État, des collectivités locales, de la santé et la protection sociale. Toutes les interventions qui ont jalonné la soirée comportaient un leitmotiv : reprendre l'offensive idéologique. L'argent existe pour financer les services publics, nationaux ou de proximité, ou pour gagner une Sécurité sociale qui rembourse les soins à 100 %. Fabien Roussel a pu le démontrer, chiffres à l'appui, en particulier en s'attaquant à l'évasion fiscale et aux cadeaux faramineux au patronat.

Il faut reprendre l'offensive sur ces idées. Ce n'est pas simple, tant le matraquage idéologique a fait son œuvre, mais c'est une nécessité absolue. Les participant-e-s en sont reparti-e-s convaincu-e-s et décidé-e-s. ✪



Beauvais (Oise) Résistance et convivialité...



Une nouvelle fois, le Repas de la fraternité a connu un beau succès, avec une salle Argentine comble. 130 personnes de situation, d'origine, de sensibilité diverses se sont retrouvées, à l'invitation des communistes de Beauvais : l'occasion de beaucoup de discussions, d'échanges, à table, autour d'un bon repas préparé maison, préparé de manière militante, dans une belle ambiance festive et conviviale.

À la suite de mon intervention d'ouverture où j'ai appelé à « amplifier toutes les mobilisations contre la politique macroniste, pour être plus fort ensemble, face aux financiers qui écrasent nos vies, pour faire gagner "l'humain d'abord" », beaucoup de participants ont marqué leur volonté de s'impliquer activement sur les actions prévues dans les semaines qui viennent :

- Les retraité-e-s présent-e-s ont été nombreux à dire qu'ils-elles participeraient à la manifestation du jeudi 15 mars, à 14 h, place Jeanne-Hachette, à Beauvais, « contre la hausse de la CSG et pour la revalorisation des pensions », à l'appel de toutes les organisations de retraités.

- La grande journée de mobilisation de toutes les fonctions publiques et des cheminots du 22 mars, « pour la défense des services publics », a été largement évoquée aussi.

- Enfin, la marche vers l'Élysée du samedi 9 juin au matin, à l'appel des parlementaires et fédérations communistes des Hauts-de-France, suivie d'un pique-nique géant au Trocadéro et après-midi détente, a suscité beaucoup d'intérêt : 34 personnes présentes se sont déjà inscrites !

Enfin, 10 participants ont décidé de rejoindre le Parti communiste français, le parti de l'action au quotidien et des solidarités concrètes.

La table de vente des thés et infusions 1336 fabriqués par les SCOPTI (la Société coopérative ouvrière de production des thés et infusions) a connu aussi un beau succès (les thés et infusions sont aussi vendus à la permanence "l'humain d'abord" au 34, rue du Fg St-Jacques, à Beauvais). Une très belle soirée ! ✪

Thierry Aury

Séminaire de la commission LGBT du PCF



**Voir page Facebook
Fier-e-s et Revolutionnaires PCF LGBT +
et contact : lgbt@pcf.fr**

Pour un 8 Mars de forte mobilisation

Les manifestations du 8 Mars devraient avoir cette année un écho particulier. Entretien avec Laurence Cohen, responsable nationale des droits des femmes et du féminisme, sénatrice.



Comment analyser les nouvelles formes de révolte des femmes aujourd'hui ?

LAURENCE COHEN : En France, comme partout dans le monde, le chemin vers l'égalité femmes-hommes est tortueux mais les progrès réels. Il a fallu beaucoup de temps et d'opiniâtreté pour obtenir le droit de vote des femmes, une certaine autonomie financière, le droit à divorcer et à l'avortement. Mais ces droits chèrement acquis sont remis en cause dans notre pays comme partout dans le monde, ainsi aux États-Unis, en Amérique latine, en Pologne... Dans le même temps, nous voyons progresser des foyers de résistance féministe, de la grève mondiale des femmes le 8 mars dernier, en passant par le mouvement Me Too.

Ce mouvement, en mettant sur le devant de la scène l'ampleur des violences faites aux femmes, dénoncée depuis des décennies par les féministes, a permis une prise de conscience plus collective, des femmes comme des hommes, que ces violences faisaient système. Il a donné lieu à des mobilisations sur les réseaux sociaux... qui se suffisent hélas trop souvent à elles-mêmes. Cette sensibilité nouvelle au combat féministe entraîne, comme toujours, une contre-offensive masculiniste avec des déclarations pseudo indignées dans les médias ou encore une tribune de 100 femmes venant au secours de ces "pauvres hommes" incapables de dominer leurs pulsions !

Notre responsabilité est plus que jamais engagée pour que la parole des femmes qui dénoncent les violences soit entendue. Le défi que nous avons donc à relever est de participer à fédérer cette juste colère. Cela passe notamment par un 8 mars de forte mobilisation. Raison pour laquelle nous sommes partie prenante de l'appel unitaire national pour un grand rassemblement suivi d'une manifestation place de la République à Paris et des initiatives locales.

Pourquoi ce 8 Mars est particulièrement important ?

L. C. : Dès leur plus jeune âge, le patriarcat enferme les femmes dans une éducation genrée qui voudrait leur enseigner à ne pas sortir du rôle de « second sexe » qui leur est assigné. Dans la sphère publique comme privée, la domination masculine se fait sentir. Accepter qu'une femme subisse des insultes dans la rue, des attouchements dans les transports en commun, des remarques sexistes, du harcèlement sexuel au travail, des violences au sein de son couple, c'est refuser une société de pleine égalité. Ce 8 mars est particulièrement important, car justement, il y a un mouve-

ment de ras-le-bol, un mouvement qui dépasse les seules associations, partis politiques ou syndicats. De plus, c'est l'occasion de rappeler au président Macron ses belles promesses lors de sa campagne électorale, annonçant faire de l'égalité femmes-hommes une « grande cause nationale », ce qu'il a répété le 25 novembre dernier... Car pour l'heure, les associations féministes sont débordées par une augmentation de 30 % des plaintes sans aucun moyen supplémentaire (des comédiennes volent à leur secours aux Césars). Les lois Macron, travail-El Khomri précarisent toujours plus les femmes. Quant aux mesures annoncées, elles ne sont toujours pas financées... Ce 8 mars doit être une journée de lutte et de grève pour obtenir notamment des moyens pour les associations et une loi-cadre contre les violences faites aux femmes avec un budget à la hauteur !

En quoi l'apport des communistes est-il original dans le mouvement féministe ?

L. C. : Les communistes portent un féminisme-lutte de classes qui articule lutte contre le capitalisme et lutte contre le patriarcat, les deux systèmes s'alimentant. Nous nous battons pour une société d'égalité, qu'il n'est pas possible d'atteindre en laissant de côté la moitié de la population. Ce combat passe, bien entendu, par un travail sur les mentalités, en développant une éducation à l'égalité de la maternelle à l'université, afin de briser les stéréotypes sexistes dont souffrent aussi les hommes, enfermés dans des rôles préétablis. Et lorsque nous luttons pour les 32 h, le partage du travail domestique, les droits sexuels et reproductifs, la démocratie paritaire..., il s'agit, à chaque fois, d'avancer d'un même mouvement vers une société d'émancipation humaine, dans laquelle femmes et hommes ont toutes leurs places.

Mais n'oublions pas que les violences franchissent les murs des organisations politiques, syndicales et associatives. C'est pourquoi nous avons lancé un dispositif interne de luttes contre les violences, coordonné par Denis Rondepierre, coordinateur du CEN et Hélène Bidard, co-responsable des droits des femmes et du féminisme au sein de notre organisation. Chaque adhérent·e peut saisir des référent·e·s désigné·e·s pour instruire les cas de violences. C'est un dispositif inédit qui n'existe dans aucun autre parti politique. Comme l'a dit Pierre Laurent : au PCF, les violences sexuelles et sexistes, c'est tolérance zéro ! ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PARTI PRIS

ATTENTAT/OUAGADOUGOU Le PCF exprime sa solidarité avec le peuple burkinabé

Un attentat vient de frapper le Burkina Faso faisant de nombreux morts et blessés. Il vise à déstabiliser ce pays en s'attaquant avec une violence inouïe à l'état-major général de l'armée burkinabé et en ciblant également l'ambassade de France, au moment où le conflit s'intensifie au Mali voisin.

Le PCF condamne ces attaques et apporte toute sa solidarité au peuple du Burkina Faso et au personnel de l'Ambassade de France. Cet acte ignoble intervient alors que s'est ouvert cette semaine à Ouagadougou le procès des putschistes de 2015, dont le général Diendéré fut le chef d'état-major particulier du dictateur Blaise Compaoré actuellement en fuite en Côte d'Ivoire. Il faut se souvenir que ce dernier, pièce maîtresse de la Françafrique, chargé des sales besognes, a longtemps organisé une collusion avec les groupes armés entrepreneurs de violence dans la sous-région, jouant ainsi, avec d'autres, à l'apprenti sorcier. Au Moyen-Orient, en Europe ou en Afrique, c'est la même pieuvre du terrorisme qui se nourrit de l'obscurantisme, de la haine, des dérèglements du monde, du désespoir. La violence se nourrit des guerres. L'intervention militaire contre la Libye a engendré une déstabilisation de l'Afrique subsaharienne dont les populations paient le prix fort. Au-delà des réponses de sécurité et de renseignement, il s'agit d'extirper les racines du mal en s'attaquant au terrain sur lequel il prolifère et aux multiples soutiens qu'il utilise. [...] ✪ **PCF**

PLANÈTE

Solidarité avec Salah Hamouri et tous les prisonniers politiques palestiniens

Le 28 février, Salah Hamouri, avocat franco-palestinien qui vient de passer six mois dans les prisons israéliennes, a été présenté devant le tribunal à Jérusalem. Il a annoncé devant la cour qu'il boycottait ce tribunal et a déclaré : « Je ne veux ni avocat ni représentation légale pour le simple fait que la détention administrative est une pratique illégale qui me prive de liberté. Il n'y a aucune charge contre moi et mon incarcération repose sur un dossier secret qui est contrôlé uniquement par les services de renseignements. Je ne veux pas participer à cette procédure dans ce lieu où la justice est la grande absente. Je demande à mon avocat de se retirer de cette audience. »

Le 26 février le ministre israélien de la Défense, Avidgor Liberman, avait déjà pris la décision de prolonger de 4 mois la peine de Salah.

Si l'acharnement contre Salah Hamouri témoigne du mépris de la justice israélienne pour le droit international, dans les prisons israéliennes 6 171 prisonniers politiques sont également victimes de ce mépris. 450 Palestiniens, incarcérés sous le régime de la détention administrative, mènent également un mouvement de boycott des tribunaux. 350 mineurs, dont Ahed Tamimi, détenus dans des conditions intolérables et en totale violation de la Convention internationale sur les droits de l'enfant, convention signée par Israël qui déclare :

« Les États-partis veillent à ce que nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible. » 10 députés, dont Marwan Barghouti, enlevé illégalement par les Forces israéliennes en 2001, et Khalida Jarrar chargée des prisonniers au Parlement palestinien. En menant cette politique, les forces de sécurité israéliennes poursuivent un but que dénonce Hamira Hass dans Haaretz : « [...] Beaucoup des arrestations sont un autre moyen par lequel Israël entreprend, systématiquement, de saper et de défaire le tissu social palestinien afin d'affaiblir sa capacité de résister à l'occupation et de la défier. »

Une curieuse complaisance de la communauté internationale. Comment peut-on se dire ami d'Israël et soutenir un gouvernement quand des Israéliens, tels Zeev Sternhell, s'inquiètent : « Quand, exactement, les Israéliens, au moins en partie, ont-ils compris que leur cruauté envers les non-juifs sous leur emprise en territoires occupés, leur détermination à briser les espoirs de liberté et d'indépendance des Palestiniens ou leur refus d'accorder l'asile aux réfugiés africains commençaient à saper la légitimité morale de leur existence nationale ? »



Nous demandons avec insistance au Président de la République et au ministre des Affaires étrangères de sortir de leur trop prudente réserve et de réagir au camouflet qui, dans le cadre de l'incarcération de notre compatriote Salah Hamouri, a été infligé par Benyamin Netanyahu à la France, d'entendre les voix qui en France et dans le monde demandent justice et respect pour le peuple palestinien.

Le Parti communiste français participe aux campagnes qui demandent la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens. Derrière le sort de ces milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, c'est le sort de la paix qui se joue. ✪

Nathalie L'Hopitault
membre de la commission des relations internationales du PCF, membre du collectif Palestine
Solidarité avec les prisonniers palestiniens

SOIRÉE POLITIQUE ET CULTURELLE

Mardi 17 avril à 19 h

Espace Oscar Niemeyer,
2 place du Colonel-Fabien, Paris 19^e

Les finances du PCF

Lors de la dernière session du Conseil national, le trésorier national a présenté un rapport sur la situation financière du Parti. Le budget 2018 a ensuite été adopté après débat. Rencontre avec Jean-Louis Le Moing.

EN PRÉALABLE À LA PRÉSENTATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE, TU ES REVENU, COMME TU L'AVAIS FAIT AU CONGRÈS, SUR LES CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE NOTRE FINANCEMENT. POURQUOI CETTE INSISTANCE ?

JEAN-LOUIS LE MOING : Parce que je pense qu'il convient de mesurer - et tout autant de valoriser - la singularité militante et populaire du financement de notre parti. Il faut noter également la structuration atypique de la collecte et de l'utilisation de nos ressources : plus des deux tiers en effet de nos ressources sont collectés et gérés par les fédérations départementales du Parti. Cette structuration de nos finances, c'est aussi le témoin d'une conception de la politique. Une conception qui repose sur l'engagement militant et le développement d'un lien direct avec la population. Encore une fois, la comparaison avec les ressources des autres formations valorise l'apport original de notre parti à la politique, dans une période où celle-ci est dénigrée au profit d'une conception centralisée et technocratisée de celle-ci.

TU AS PAR AILLEURS TRAITÉ DES QUESTIONS DES COTISATIONS, DE LA SOUSCRIPTION ET DU REVERSEMENT DES ÉLUS EN TERMES POLITIQUES...

J.-L. L. M. : Prenons la question de la cotisation. Lors de la consultation pour la présidentielle, le nombre de cotisants communiqués par les fédérations s'est élevé à 56 795. Si ce résultat est à valoriser, il reste qu'une marge de progression est nécessaire et possible pour toutes nos organisations. Pour avancer, il convient de considérer la cotisation dans sa dimension financière, bien sûr, et comme aussi un outil dans notre effort d'enracinement du Parti. Faire cotiser davantage de communistes, c'est favoriser leur mise en mouvement et leur ouvrir un espace plus large de souveraineté. Même chose pour la souscription : Mesurons combien l'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer des liens avec des dizaines de milliers de sympathisants. La souscription est certes un pilier financier, mais elle permet en outre d'agréger des forces à notre combat. Concernant le reversement des élus : 26 % du total des ressources des fédérations et du Conseil national proviennent du reversement des élus. C'est, je le rappelle, une singularité dans la vie politique française, et un marqueur identitaire qui découle, pour un parti comme le nôtre, de notre conception de l'élu et de sa place dans notre activité.

ET CONCERNANT MAINTENANT PLUS PRÉCISÉMENT LA SITUATION FINANCIÈRE DU PARTI ?

J.-L. L. M. : D'abord les fédérations. La situation financière de nos fédérations n'est évidemment pas homogène. Mais rares sont celles qui ont été épargnées par des pertes successives de positions électorales. Déjà, beaucoup de fédérations rencontraient des difficultés financières depuis ces dernières années. Ces pertes considérables ont de lourdes conséquences et impactent les moyens humains de nombreuses fédérations. J'ai insisté devant le Conseil national sur la nécessité de prendre à bras-le-corps trois questions sur lesquelles de nombreuses fédérations ont d'ailleurs déjà avancé.

Comment davantage mettre en mouvement nos potentialités militantes, qui restent très larges et très diverses ? Cette question dépasse donc - et de loin - la seule dimension financière.



Quelle mise en partage de certaines de nos dépenses entre fédérations sur des questions telles nos moyens d'impression ou la tenue de nos comptes, la participation à la Fête de l'Humanité, la formation... ? Et sans doute bien d'autres questions encore. Ces partenariats ne peuvent se décréter, ils doivent se construire, s'expérimenter...

Quelle gestion de notre patrimoine immobilier dans nos fédérations ? Celui-ci est conséquent, il est le fruit de l'engagement de générations de militants. Des ajustements ont déjà été effectués dans certaines fédérations et des réflexions sont en cours, car ce patrimoine coûte souvent cher d'usage et d'entretien et parfois en décalage avec nos réels besoins.

Quels que soient nos choix, il faut manier cette question avec le soin, la transparence et l'esprit de responsabilité nécessaires.

CONCERNANT MAINTENANT LES FINANCES DU CONSEIL NATIONAL ?

J.-L. L. M. : Durant ces vingt dernières années, nous avons été conduits à adapter, parfois douloureusement, nos dépenses à nos capacités de recettes. En matière de salariés au siège, nous étions 175 avant 2000, contre 50 au total actuellement. Nous avons diminué par trois nos dépenses de communication dans cette même période. Nous avons mis en location une partie de notre siège, ce qui, en l'état actuel, permet de faire rentrer un million d'euros par an et de diminuer d'autant la part du Parti pour des dépenses incontournables de fonctionnement et d'entretien de notre immeuble. Nous avons agi et continuons d'agir pour compresser les dépenses de gestion courantes.

Pour 2018, nos prévisions de recettes nationales sont en baisse. Dans les dernières années, le produit de la souscription nationale s'est monté à environ 1,5 million. Compte tenu de la situation des fédérations qui contribuaient à celle-ci, et qui aujourd'hui lancent légitimement leurs propres efforts de souscription, nous ne pouvons compter que sur un total de souscription de 1 million pour l'année 2018. Pour les indemnités parlementaires : en 2013 et 2014, nous encaissions 1,2 million (980 000 en 2015). Avec les effets conjugués de modifications réglementaires et de pertes de sénatrices et sénateurs depuis septembre, nous encaissions 550 000 en 2018. Il convient d'ajouter 200 000 euros émanant d'un certain nombre de parlementaires retraités que je souhaite ici remercier au nom de la direction du Parti.

L'aide publique : Lors de la précédente législature, l'aide publique nette se montait à 2,9 millions. Cette année, nous ne toucherons que 1 800 000 pour ce poste et pour les cinq ans à venir.

Nous avons en conséquence à bâtir un budget 2018 à partir d'un différentiel négatif de 27 % sur l'année 2017. C'est évidemment considérable et c'est une situation inédite.

QUELLES DÉCISIONS LE CONSEIL NATIONAL A-T-IL ALORS ADOPTÉ ?

J.-L. L. M. : Le budget adopté acte de décisions de réductions de dépenses impactant le coût du Congrès, *Communistes*, de nouvelles locations d'espaces au siège national, la baisse de l'ensemble des subventions et de la cotisation au Parti de la gauche européenne. Mais pour équilibrer notre budget, il faut aussi réduire nos dépenses salariales. Ne pas le faire nous exposerait à une rupture en matière de versement des salaires et donc à une perte de maîtrise de notre destin, car nous aurons dès le mois de mars à affronter de réelles difficultés de trésorerie.

QUELS ONT ÉTÉ LE CLIMAT, LE TON DE LA DISCUSSION SUR DES QUESTIONS AUSSI DIFFICILES ?

J.-L. L. M. : Un climat de grande responsabilité. Chacune, chacun le comprend, les délais pour une mise à niveau énergétique de nos dépenses sont désormais comptés.

Mais j'insiste, ces compressions de dépenses que nous ne pouvons différer doivent s'accompagner d'efforts nouveaux de déploiement militant et d'audace politique sur cette question de la bataille financière. Ces questions ne peuvent donc être considérées comme des questions secondaires, mais comme un élément constitutif et permanent de notre ambition d'ouvrir une nouvelle page, de donner un nouvel élan, une force régénérée à l'espérance communiste de notre temps. ★

Propos recueillis par Gérard Streiff

L'humain dehors

Au royaume d'Amazon, le client est peut-être roi mais le salarié n'est rien. « *La vie d'un travailleur d'Amazon est une vie dangereuse* », notait déjà Jean-Baptiste Malet, auteur d'*En Amazonie*. Dans un centre de distribution, par exemple, on demande au salarié (ne dites pas salarié, dites « associé ») d'emballer 140 colis par heure, pour tenir la cadence (dire « shift »), soit un colis toutes les 25 secondes, en sachant qu'il faut récupérer le plus souvent le colis au sol (dire « picking »), opérer, lever les bras, etc. À ce rythme, cela veut dire lombalgie, tendinite et autres troubles garantis. On ne fait pas de vieux os chez Amazon et, comme au front, il faut se passer des gens épuisés (dire « low performers ») et faire vite monter des troupes fraîches. Côté cadres, on n'est guère mieux lotis : « *Pour bien vivre dans l'univers de Jeff Bezos (le big boss), mieux vaut tout miser sur votre cerveau gauche : quasiment nier l'humain qui est en vous et ouvrir vos chakras à la data* », reconnaît un ancien cadre. Bon slogan pour Amazon, ça : l'humain dehors ! ★

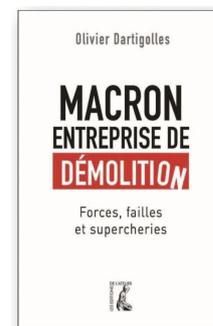
Gérard Streiff

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Prix préférentiel pour les fédérations

Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)



PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES

8 mars, St-Brieuc

10 mars, Chambéry

12 mars, Paris 12

13 mars, St-Ouen

14 mars, Perpignan

CULTURE

1^{re} table ronde préparatoire à la convention culture de septembre

La mondialité culturelle

Avec Étienne BALIBAR, philosophe, Mohamed KACIMI, écrivain, Françoise VERGÈS, politologue, présidente du collectif Décoloniser les Arts

Débat ouvert par Marie-Pierre BOURSIER

Le 10 mars 2018 de 9 h 30 à 13 h

Espace Niemeyer, salle 25

2, place du Colonel-Fabien (entrée par le 6 avenue Mathurin-Moreau)
75019 Paris (Métro Colonel-Fabien)

Se comprendre solitaire (singulier) et solidaire ?

Afin de rompre avec l'individualisme qui isole l'humain face au marché et sied trop bien à la violence du capitalisme, alors qu'une nouvelle mondialité émerge et interroge une certaine conception de l'universalisme et de l'humanité.

Au cours de cette table ronde, nous proposons de réfléchir ensemble à :

• L'universalisme, comme abstraction religieuse, culturelle et politique.

Conquête révolutionnaire, dans sa réalité historique concrète ?

• L'universel, les universels, les universalités ?

• Le divers dans le cadre de l'exception culturelle, de la construction européenne, de la mondialisation des échanges et de la globalisation financière.

Interrogées par Jean-Louis Sagot-Duvaurois, Leïla Lukierman et Claude Michel, ces 3 approches philosophique, politique, artistique devraient amener

l'assemblée des acteurs de la vie artistique, culturelle et politique à croiser des points de vue pour :

1. Confronter les principes de l'universalisme occidental des droits de

l'homme avec la réalité des dominations [vis-à-vis des femmes, des peuples colonisés, des migrants].

2. Réfléchir à une construction culturelle européenne qui en intègre toutes les ressources humaines.

3. Lutter contre l'uniformisation marchande et mettre en mouvement toutes les expressions artistiques et culturelles dans le monde. ★

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.